

Brochure n° 3005-I

**Conventions collectives nationales
et accords nationaux**

TRAVAUX PUBLICS
Tome I : Accords nationaux
(3^e édition. – Septembre 2004)

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
(7^e édition. – Juillet 2003)

Brochure n° 3193

Convention collective nationale
IDCC : 1596. – BÂTIMENT
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(11^e édition. – Juillet 2005)

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

(8^e édition. – Juin 2005)

AVENANT DU 22 NOVEMBRE 2005

À L'ACCORD DU 20 JANVIER 2003

PORTANT RÈGLEMENT DU PERCO INTERENTREPRISES

NOR : ASET0551426M

Entre :

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

La fédération française du bâtiment (FFB) ;

La fédération française des installateurs électriciens (FFIE) ;

La fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes et connexes (FNSCOP) ;

La fédération nationale des travaux publics (FNTP),

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

Le syndicat national des cadres, employés, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes et connexes CFE-CGC BTP,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au deuxième alinéa du préambule de l'accord du 20 janvier 2003 portant règlement du PERCO interentreprises (PERCO-BTP), les mots : « La société de gestion de portefeuilles des industries du bâtiment et des travaux publics : GESTION BTP » sont remplacés par : « La société de développement et de gestion de l'épargne salariale dans les industries du bâtiment et des travaux publics – GESTIONBTP ».

Article 2

A l'article 2 « Fonds solidaire » de l'accord visé à l'article 1^{er} ci-dessus, les mots : « constitué de parts du FCP » sont remplacés par : « constitué d'actions de la SICAV » et les mots : « du FCP » sont remplacés par : « de la SICAV ».

Article 3

Aux articles 5 « Versement de l'intéressement » et 8 « Transfert d'un autre plan d'épargne salariale ou de sommes issues de la participation » de l'accord visé à l'article 1^{er} ci-dessus, les mots : « TCCP-BTP » sont remplacés par : « teneur de comptes conservateur de parts ».

Article 4

A l'article 7 « Contribution de l'entreprise. – Abondement » de l'accord visé à l'article 1^{er} ci-dessus, tous les renvois : « (1) », ainsi que la note de bas de page : « (1) Quelle que soit la nature de ce versement à l'exclusion des sommes issues des droits à la participation et des transferts d'un autre plan d'épargne salariale (PEE, PEG, PEI) » sont supprimés et le troisième alinéa : « Pour chaque année où elle décide d'abonder, l'entreprise porte à la connaissance de l'ensemble de son personnel les 3 taux d'abondement retenus » est complété par la phrase : « et précise si elle abonde ou non le versement de la participation ». Au dernier alinéa de l'article 7 susvisé, les mots : « Gestion BTP » sont remplacés par : « REGARDBTP ».

Article 5

Dépôt

Le présent avenant est déposé à la direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle.

Les parties signataires demanderont son extension dans les conditions prévues aux articles L. 133-1 et suivants du code du travail.

Article 6

Litiges

Toutes contestations relatives au présent avenant qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Article 7

Entrée en vigueur et durée

L'entrée en vigueur du présent avenant est fixée au 1^{er} décembre 2005.

Fait à Paris, le 22 novembre 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Notice d'information du fonds commun de placement défini par l'accord du 20 janvier 2003 portant règlement du PERCO Interentreprises (PERCO-BTP) pour l'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003

Notice d'information du fonds commun de placement d'entreprise solidaire BTP Epargne et solidarité

N° code AMF FCE20030172

Compartiment : oui ☐ non ☒
Nourricier : oui ☒ non ☐

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne et solidarité est un fonds multi-entreprises, créé pour l'application de l'accord-cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du bâtiment et des travaux publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du code monétaire et financier.

Le conseil de surveillance

Un conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'accord-cadre mentionné ci-dessus, composé de 20 membres, est institué. Il est composé à parité de 10 membres

salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord-cadre mentionné ci-dessus, et de 10 représentants des entreprises adhérentes, désignés par les organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au conseil de surveillance.

Orientation de gestion du fonds BTP Epargne et solidarité

Le FCPE BTP Epargne et solidarité est classé dans la catégorie « FCPE diversifié ».

Objectif de gestion du fonds BTP Epargne et solidarité

Le FCPE BTP Epargne et solidarité est un fonds nourricier de la SICAV « Choix solidaire », également classée dans la catégorie « diversifié ».

A ce titre, le FCPE investit en permanence 98 à 100 % de son actif en actions de la SICAV maître « Choix solidaire ». Le solde de 2 %, au maximum, sera investi en liquidités.

L'objectif de gestion de ce fonds consiste à offrir une performance aussi proche que possible de celle de la SICAV maître « Choix solidaire », le fonds détenant de 98 à 100 % d'actions de cette dernière. La performance du fonds pourra être différente de celle de la SICAV maître, en raison notamment des frais de gestion propres au nourricier.

Le FCPE aura pour vocation de contribuer au financement d'entreprises solidaires agréées en application de l'article L. 443-3-1 du code du travail, au travers de la SICAV maître « Choix solidaire ».

Orientation de gestion de l'OPCVM maître

La SICAV maître « Choix solidaire » est classée dans la catégorie « OPCVM diversifié ».

Orientation des placements de l'OPCVM maître

La SICAV a pour objectif de battre son indicateur de référence (Livret A + 1,50 %) par une allocation diversifiée en actions et produits de taux sélectionnés en considération de critères éthiques.

Indicateur de référence

L'indicateur de référence servant d'étalon à la gestion du portefeuille est le taux de rémunération brut du Livret A majoré de 1,50 %. Toutefois, le portefeuille est largement diversifié et directement exposé aux principaux risques des marchés financiers. La performance effective de la SICAV évolue donc de façon très différente de celle d'un placement à taux fixe.

Stratégie d'investissement de l'OPCVM maître

La SICAV est investie de manière très diversifiée en actions et obligations internationales (y compris françaises) négociées sur les principales places boursières des pays membres de l'OCDE et situés en Europe continentale.

Les produits de taux, investis en direct ou via des parts ou actions d'OPCVM, représentent au minimum 65 % du portefeuille. Les titres éligibles peuvent indifféremment être représentatifs de dettes publiques (Etats et collectivités locales) comme de dettes privées. Dans ce cas, les émissions non notées ou ayant une note inférieure à « BBB - » ne sont pas éligibles à l'actif de la SICAV. Les investissements en actions ne peuvent représenter plus de 35 % du portefeuille. Ils portent soit sur des actions cotées (grandes et moyennes capitalisations boursières), soit sur des actions non cotées d'émetteurs solidaires.

Tous les investissements en portefeuille résultent d'un processus de sélection des émetteurs privés dénommé « filtre éthique », qui s'appuie sur l'approche développée par l'agence de notation extra-française VIGEO. Au-delà du filtre, la gestion du portefeuille est réalisée de manière discrétionnaire.

Au sein de la SICAV Choix solidaire, la priorité est donnée aux émetteurs particulièrement respectueux de la gestion des ressources humaines, de l'environnement et des relations clients-fournisseurs.

La SICAV a pour particularité de contribuer à la dotation en moyens financiers de personnes morales françaises ou européennes non cotées ayant la qualité d'acteur solidaire. Il peut s'agir notamment d'organismes distribuant du microcrédit, d'entreprises qui privilégient la réinsertion de personnes handicapées ou en situation de grande exclusion, ou encore de maisons de retraites à but non lucratif. Ces investissements solidaires représentent en permanence entre 5 % et 10 % du portefeuille ; la part des émetteurs français représente quant à elle au moins 5 % de l'encours de la SICAV.

L'OPCVM peut également intervenir sur des instruments financiers à terme (notamment opérations d'échange de devises). Le gérant peut prendre des positions en couverture dans la limite de 100 % de l'actif au maximum. Ces interventions sont destinées à faire face au risque de taux en couverture, au risque actions dans les zones géographiques où le portefeuille est exposé et au risque de change en couverture.

Pour la gestion de sa trésorerie, la SICAV aura recours à des dépôts, des emprunts d'espèces, des opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres, et des parts et actions d'OPCVM français, coordonnés ou non, classés dans les catégories « Monétaires euro » et « Obligations et autres TCN libellés en euros », gérés ou promus par Ecofi Investissements.

Profil de risque de l'OPCVM maître

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Risques significatifs

Le risque de taux : risque d'une baisse de la valeur des obligations, et donc du portefeuille, provoquée par une augmentation des taux d'intérêt.

Le risque actions : risque d'une baisse de la valeur du portefeuille en raison de la détérioration des marchés actions.

Risque de perte de capital : l'OPCVM ne bénéficie d'aucune garantie, ni protection. Il se peut donc que le capital investi ne soit pas intégralement recouvré lors du rachat.

Risques accessoires

Risque de liquidité : risque de ne pouvoir obtenir à brefs délais le rachat des instruments figurant en portefeuille, soit parce que ces instruments sont négociés sur un marché peu actif, soit parce qu'ils ne sont pas cotés. Les titres émis par les acteurs du monde solidaire se caractérisent généralement par leur faible liquidité.

Risque de change : impact des variations des taux de change entre l'euro (devise dans laquelle l'OPCVM valorise ses actifs) et les monnaies étrangères utilisées.

Pour plus de détails sur les risques, il convient de se reporter aux mentions contenues dans la note détaillée de l'OPCVM.

Durée minimale de placement recommandée

Supérieure à 2 ans.

Cette durée minimale de placement recommandée ne tient pas compte de la durée de blocage de votre épargne.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro.

Actions européennes.

Monétaire euro.

Zone géographique prépondérante : zone Europe.

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient les jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée « valeur estimative », est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions-rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions-rachats.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative, sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale).

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande peut recevoir le rapport annuel.

Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise :

- apports et retraits : en numéraire ;
- mode d'exécution : prochaine valeur liquidative ;

- commission de souscription : 2 % maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise ;
- commission de rachat : néant ;
- commission d'arbitrage : 1,5 % maximum à la charge des porteurs de parts ;
- frais de fonctionnement et de gestion : 0,24 % l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds ;
- commission de surperformance : néant ;
- commission de mouvement : néant ;
- frais de gestion indirects :
 - les frais de gestion indirects du fonds s'élèvent à un montant maximum de 0,90 % l'an TTC maximum de l'actif net du fonds maître, à la charge du fonds ;
 - les commissions de souscription indirectes sont de 1 % maximum à la charge du fonds. Il n'y a pas de commissions de rachat indirectes ;
- affectation des revenus du fonds : capitalisation dans le fonds ;
- frais de tenue de compte conservation : à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite ;
- délai d'indisponibilité : 5 ans pour les plans d'épargne et accords de participation, départ à la retraite pour le PERCO-BTP ;
- disponibilité des parts : les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'accord national instituant les plans d'épargne inter-entreprises du bâtiment et des travaux publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.

Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas 1 mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.

Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €.

Nom et adresse des intervenants

Société de gestion : GESTIONBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Dépositaire : BNP Paribas Securities Services, 3, rue d'Antin, 75002 Paris.

Contrôleurs légaux des comptes :

- Mazars & Guerard, Le Vinci, 4, allée de l'Arche, 92075 La Défense Cedex ;
- PriceWaterhouseCoopers Audit, 32, rue Guersant, 75017 Paris.

Teneur de compte - conservateur des parts : REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Agréé en date du 22 août 2003 par la COB.

Dernière mise à jour de la notice et agrément de l'AMF le 20 octobre 2005.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information, à laquelle est jointe la notice de la SICAV maître Choix solidaire, doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription. Le souscripteur peut obtenir sans frais la communication du règlement de la SICAV maître ainsi que tout autre document d'information sur simple demande auprès de la société de gestion, ECOFI Investissements, 48, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris.

CHOIX SOLIDAIRE

PROSPECTUS SIMPLIFIÉ

Partie A statutaire

PRÉSENTATION SUCCINCTE

Code ISIN	Action « C »	FR0010177899
	Action « D »	FR0010202663
	Action Crédit Coopératif Agir UNICEF (AU)	FR0010222281
Dénomination	Choix solidaire	
Forme juridique	SICAV de droit français	
Compartiment-nourricier	Sans objet	
Société de gestion par délégation	Ecofi Investissements	
Autres délégataires	sans objet	
Dépositaire	Crédit coopératif	
Conservateurs	Crédit agricole titres (valeurs mobilières)	
	Crédit coopératif (actifs moné- taires)	
Délégataire(s)		
Gestion comptable	GIE USCC (« Union des socié- tés du Crédit coopératif »)	
Commissaire aux comptes	KPMG	
Commercialisateur	Groupe Crédit coopératif	

INFORMATION CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

Classification	OPCVM diversifié
OPCVM d'OPCVM	Inférieur à 10 % de l'actif

Objectif de gestion

La SICAV a pour objectif de battre son indicateur de référence (Livret A + 1,50 %) par une allocation diversifiée en actions et produits de taux sélectionnés en considération de critères éthiques.

Indicateur de référence

L'indicateur de référence servant d'étalon à la gestion du portefeuille est le taux de rémunération brut du Livret A majoré de 1,50 %. Toutefois, le portefeuille est largement diversifié et directement exposé aux principaux risques des marchés financiers. La performance effective de la SICAV évolue donc de façon très différente de celle d'un placement à taux fixe.

Stratégie d'investissement

La SICAV est investie de manière très diversifiée en actions et obligations internationales (y compris françaises) négociées sur les principales places boursières des pays membres de l'OCDE et situés en Europe continentale. Les produits des taux, investis en direct ou via des parts en actions d'OPCVM, représentent au minimum 65 % du portefeuille. Les titres éligibles peuvent indifféremment être représentatifs de dettes publiques (Etats et collectivités locales) comme de dettes privées. Dans ce cas, les émissions non notées ou ayant une note inférieure à « BBB - » ne sont pas éligibles à l'actif de la SICAV. Les investissements et actions ne peuvent représenter plus de 35 % du portefeuille. Ils portent soit sur des actions cotées (grandes et moyennes capitalisations boursières), soit sur des actions non cotées d'émetteurs solidaires.

Tous les investissements en portefeuille résultent d'un processus de sélection des émetteurs privés dénommé « filtre éthique », qui s'appuie sur l'approche développée par l'agence de notation extra-financière française VIGEO. Au-delà du filtre, la gestion du portefeuille est réalisée de manière discrétionnaire.

Au sein de la SICAV Choix solidaire, la priorité est donnée aux émetteurs particulièrement respectueux de la gestion des ressources humaines, de l'environnement et des relations clients-fournisseurs.

La SICAV a pour particularité de contribuer à la dotation en moyens financiers de personnes morales françaises ou européennes non cotées ayant la qualité d'acteur solidaire. Il peut s'agir notamment d'organismes distribuant du microcrédit, d'entreprises qui privilégient la réinsertion de personnes handicapées ou en situation de grande exclusion, ou encore de maisons de retraites à but non lucratif. Ces investissements solidaires représentent en permanence entre 5 % et 10 % du portefeuille ; la part des émetteurs représente quant à elle au moins 5 % de l'encours de la SICAV.

L'OPCVM peut également intervenir sur des instruments financiers à terme (notamment opérations d'échange de devises). Le gérant peut prendre des positions en couverture dans la limite de 100 % de l'actif au maximum. Ces interventions sont destinées à faire face au risque de taux en couverture, au risque actions dans les zones géographiques où le portefeuille est exposé et au risque de change en couverture.

Pour la gestion de sa trésorerie, la SICAV aura recours à des dépôts, des emprunts d'espèces, des opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres, et des parts et actions d'OPCVM français, coordonnés ou non, classés dans les catégories « Monétaires euro » et « Obligations et autres TCN libellés en euros », gérés ou promus par Ecofi Investissements.

Profil de risque

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Risques significatifs :

- le risque de taux : risque d'une baisse de la valeur des obligations, et donc du portefeuille, provoquée par une augmentation des taux d'intérêt ;
- le risque actions : risque d'une baisse de la valeur du portefeuille en raison de la détérioration des marchés actions ;
- risque de perte de capital : l'OPCVM ne bénéficie d'aucune garantie ni protection. Il se peut donc que le capital investi ne soit pas intégralement recouvré lors du rachat.

Risques accessoires :

- risque de liquidité : risque de ne pouvoir obtenir à brefs délais le rachat des instruments figurant en portefeuille, soit parce que ces instruments sont négociés sur un marché peu actif, soit parce qu'ils ne sont pas cotés. Les titres émis par les acteurs du monde solidaire se caractérisent généralement par leur faible liquidité ;
- risque de change : impact des variations des taux de change entre l'euro (devise dans laquelle l'OPCVM valorise ses actifs) et les monnaies étrangères utilisées.

Pour plus de détails sur les risques, il convient de se reporter aux mentions contenues dans la note détaillée de l'OPCVM.

Garantie ou protection : néant.

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

La SICAV s'adresse aux investisseurs de toutes natures : personnes physiques (en direct ou via un FCPE), personnes morales (entreprises, associations, institutionnels...), qui souhaitent disposer d'un support d'investissement collectif largement diversifié, investissement auprès d'émetteurs solidaires.

L'action Crédit coopératif Agir UNICEF (AU) s'adresse à tous souscripteurs, plus particulièrement à ceux qui sont soucieux de participer au financement des actions de l'UNICEF.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCV dépend de votre situation personnelle. Pour le déterminer, vous devez tenir compte de votre patrimoine personnel, de vos besoins actuels et à 2 ans de terme mais également de votre souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment vos investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques du présent OPCVM.

La durée de placement recommandée est de 2 ans minimum.

INFORMATION SUR LES FRAIS, COMMISSIONS ET LA FISCALITÉ

Frais et commissions

Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement.

Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

FRAIS À LA CHARGE DE L'INVESTISSEUR prélevés lors des souscriptions et des rachats	ASSIETTE	TAUX barème
Commission de souscription non acquises à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre d'actions	1,00 % (maximum)
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre d'actions	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre d'actions	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre d'actions	Néant

Les frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de Bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM ;
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM ;
- une part des revenus des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres facturées à l'OPCVM aux conditions de marché.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie B du prospectus simplifié.

FRAIS FACTURÉS À L'OPCVM	ASSIETTE	TAUX barème
Frais de fonctionnement et de gestion TTC (incluant tous les frais, hors frais de transaction, de surperformance et frais liés aux investissements dans des OPCVM ou fonds d'investissement)	Actif net	0,90 % TTC (maximum)
Commission de surperformance	Actif net	Néant

Régime fiscal

La société de gestion ne reçoit aucune prestation en nature (soit commissions) de la part des intermédiaires avec lesquels elle travaille dans le cadre de son activité de gestion de portefeuille pour compte de tiers.

Le passage d'une catégorie d'actions à l'autre est soumise au régime fiscal des plus ou moins-values.

Les opérations d'acquisition et cession temporaire de titres sont réalisées aux conditions de marché ; la société de gestion ne percevant pas de rémunération à ce titre.

Pour toute information complémentaire, les souscripteurs peuvent se reporter au rapport annuel de l'OPCVM.

INFORMATIONS D'ORDRE COMMERCIAL

Conditions de souscription et de rachat

La centralisation des ordres est effectuée à 11 h 30, chaque jour de Bourse à Paris par le dépositaire :

Crédit coopératif
BP 211, 33, rue des Trois-Fontanot
92002 Nanterre Cedex
Service titres, tél. : 01-47-24-85-66.

Toutefois, l'OPCVM ne fait l'objet d'aucune centralisation des ordres de souscription et de rachat lors des jours fériés légaux en France.

Les ordres sont exécutés à cours inconnu, c'est-à-dire sur la base de la première valeur liquidative établie après l'exécution.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour de l'exécution de l'ordre correspondant. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif de l'OPCVM. Toutefois, la société de gestion par délégation a le droit de refuser les valeurs proposées – même si elles sont éligibles à l'actif de l'OPCVM – et, à cet effet, dispose d'un délai de 7 jours – à partir de leur transfert complet auprès du dépositaire – pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les apports sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative. La souscription est alors réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les actions sont fractionnées et exprimées en millièmes d'action.

La première souscription ne peut être inférieure à une action.

Date de clôture de l'exercice

Les comptes annuels sont arrêtés le dernier jour de Bourse de chaque mois de décembre.

Affectation du résultat

Les revenus distribuables sont distribués annuellement aux détenteurs d'actions « D » et capitalisés pour les titulaires d'actions « C ».

Les revenus distribuables des actions de partage Crédit coopératif Agir UNICEF (AU) sont pour moitié capitalisés et pour moitié distribués annuellement sous forme de don en espèce au profit de l'UNICEF.

Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative

La valeur liquidative est établie quotidiennement chaque jour de Bourse à Paris. Quand le jour d'établissement de la valeur liquidative est un jour férié en France, la valeur liquidative est calculée le jour ouvré immédiatement précédent et porte la date dudit jour férié. Dans ce cas, la valeur liquidative intègre alors les intérêts courus jusqu'au dernier jour férié compris.

En outre, la valorisation de l'OPCVM peut ne pas être effectuée lorsqu'une majorité de lignes du portefeuille n'a pu être cotée du fait de la fermeture des marchés financiers sur lesquels ces titres sont négociés.

*Lieu et modalités de publication ou de communication
de la valeur liquidative*

La valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion, du dépositaire et du commercialisateur, notamment sur le site www.ecofi.fr.

Devise de libellé des parts

LIBELLÉ	CODE ISIN	AFFECTATION des revenus	DEVISE	SOUSCRIPTEURS concernés	FRACTIONNEMENT	PREMIÈRE SOUSCRIPTION minimale	VALEUR d'origine (en euros)
Action « C »	FR0010177899	Capitalisation	€	Tous souscripteurs	En millièmes	1 action	10 000 (*)
Action « D »	FR0010202663	Distribution	€	Tous souscripteurs	En millièmes	1 action	50
Action crédit coopératif Agir UNICEF (AU)	FR0010222281	Capitalisation et distribution	€	Tous souscripteurs soucieux de participer au financement des actions de l'UNICEF	En millièmes	1 action	50
(*) La valeur nominale des actions de la SICAV a été divisée par « 200 » en date du 5 avril 2005.							

Date de création

Cet OPCVM a été agréé par la commission des opérations de Bourse le 1^{er} février 2000.

Il a été créé le 1^{er} mars 2000.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Le prospectus complet de l'OPCVM et les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de la société de gestion :

Ecofi Investissements. – Service clients
48, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris
Tél. : 01-44-88-39-00, télécopie : 01-44-88-39-29,
mail : contact@ecofi.fr.

La procédure élaborée par la société de gestion en matière de « politique de vote » en vertu de l'article 322.75 du règlement général de l'AMF peut être obtenue sur simple demande à l'adresse ci-dessus.

Si nécessaire, des informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès de la société de gestion Ecofi Investissements et plus particulièrement auprès du service clients.

Date de publication du prospectus : 20 septembre 2005.

Le site de l'autorité des marchés financiers (www.amf-france.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

Ce présent prospectus simplifié doit être remis aux souscripteurs préalablement à la souscription.

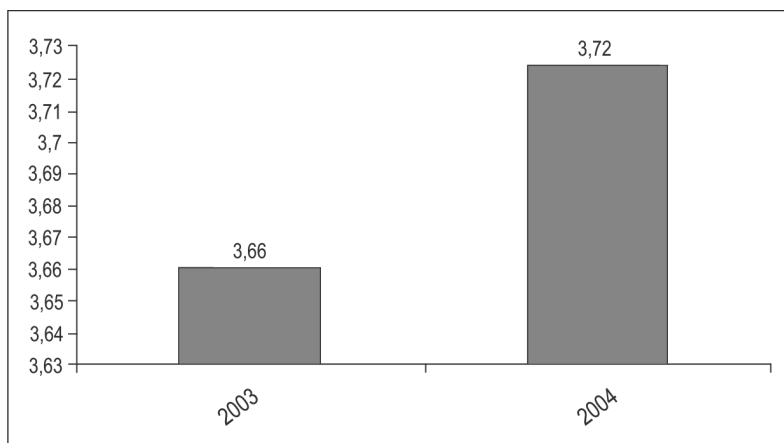
CHOIX SOLIDAIRE

PROSPECTUS SIMPLIFIÉ

Partie B statistique

PERFORMANCES DU FCP AU 31 DÉCEMBRE 2004

Graphique de la performance annuelle du FCP CHOIX SOLIDAIRE du 01/01/03 au 31/12/04



Performances cumulées*	1 an	3 ans	5 ans
OPCVM	3,72 %		
Indice de référence	Néant		

* Les performances sont calculées revenus réinvestis.

Commentaire

Les informations données dans la présente section sont relatives au FCP Choix solidaire (FR0000987117), dont la gestion se poursuit depuis le 14 juin 2005 sous la forme juridique d'une SICAV après son absorption par une SICAV préexistante et devenue vacante.

AVERTISSEMENT : les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

**PRÉSENTATION DES FRAIS FACTURÉS À L'OPCVM
AU COURS DU DERNIER EXERCICE CLOS**

Sans objet avant la clôture du premier exercice
ouvert à compter du 1^{er} janvier 2005

FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION	...
<p>Coût induit par l'investissement dans d'autres OPCVM ou fonds d'investissement</p> <p>Ce coût se détermine à partir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des coûts liés à l'achat d'OPCVM et fonds d'investissement - déduction faite des rétrocessions négociées par la société de gestion de l'OPCVM investisseur <p>Autres frais facturés à l'OPCVM :</p> <p>Ces autres frais se décomposent en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - commission de surperformance - commission de mouvement 	...
Total facturé à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos	...

Frais de fonctionnement et de gestion

Ils recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction, et le cas échéant, de la commission de surperformance. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de Bourse...) et la commission de mouvement (voir ci-dessous). Les frais de fonctionnement et de gestion incluent notamment des frais de gestion financière, les frais de gestion administrative et comptable, les frais de dépositaire, de conservation et d'audit.

Coût induit par l'achat d'OPCVM et/ou de fonds d'investissement

Certains OPCVM investissent dans d'autres OPCVM ou dans des fonds d'investissement de droit étranger (OPCVM cibles). L'acquisition et la détention d'un OPCVM cible (ou d'un fonds d'investissement) font supporter à l'OPCVM acheteur deux types de coûts évalués ici :

a) Des commissions de souscriptions-achat. Toutefois la part de ces commissions acquises à l'OPCVM cible est assimilée à des frais de transaction et n'est donc pas comptée ici.

b) Des frais facturés directement à l'OPCVM cible, qui constituent des coûts indirects pour l'OPCVM acheteur. Dans certains cas, l'OPCVM acheteur peut négocier des rétrocessions, c'est-à-dire des rabais sur certains de ces frais. Ces rabais viennent diminuer le total des frais que l'OPCVM acheteur supporte effectivement.

Autres frais facturés à l'OPCVM

D'autres frais peuvent être facturés à l'OPCVM. Il s'agit :

a) Des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs ;

b) Des commissions de mouvement. La commission de mouvement est une commission facturée à l'OPCVM à chaque opération sur le portefeuille. Le prospectus complet détaille ces commissions. La société de gestion peut en bénéficier dans les conditions prévues en partie A du prospectus simplifié.

L'attention de l'investisseur est appelée sur le fait que ces autres frais sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et que les chiffres présentés ici sont constatés au cours de l'exercice précédent.

INFORMATION SUR LES TRANSACTIONS

Sans objet avant la clôture du premier exercice
ouvert à compter du 1^{er} janvier 2005

CLASSES D'ACTIFS	TRANSACTIONS
Actions	...
Titres de créances	...
...	...

Dernière mise à jour en date du 14 juin 2005.